

Europe: vers un espace commun des mouvements de lutte pour le logement

Plus de 150 personnes originaires d'une quinzaine de pays européens ont suivi attentivement les présentations des rapporteurs sur les violations du droit au logement dans le vieux continent.

Ils ont vu avec émotion les diapositives des barricades contre les démolitions des quartiers populaires d'Istanbul ordonnées par le gouvernement turc en vue d'expulser à des centaines de kilomètres les réfugiés, en majorité kurdes, qui au cours des décennies ont bâti là leurs maisons et leur vie. Les représentants de la Coordination Populaire contre les Démolitions ont ainsi mis en évidence les contradictions criantes d'un pays qui, pour intégrer l'Europe, plutôt que de respecter les droits de l'homme, détruit des logements considérés "illégaux".

Ensuite Richard Lee, secrétaire de la Fédération Londonienne des Locataires a montré la face cachée des Jeux Olympiques de Londres 2012: accélération des privatisations dans le secteur du logement et démolitions des logements populaires pour faire place aux structures sportivo-commerciales et aux résidences de luxe. L'exemple le plus flagrant est certainement Elephant Castle, dont les locataires devraient être déplacés vers la banlieue de Londres sans aucune consultation préalable. De l'Est est arrivé le témoignage d'Evgueny Kozlov, de la Coordination de l'Union des Soviétiques de la Fédération Russe, sur la mobilisation populaire croissante contre le nouveau Code du logement, qui voudrait conclure en 2006 le processus de privatisation du secteur du logement, et contre l'arrêt des subventions au logement. Au banc des accusés les spéculations sur les parties communes commerciales des immeubles ainsi que les expulsions qui, face à l'impossibilité de supporter les coûts d'entretien d'un patrimoine immobilier dégradé, commencent aussi à atteindre les ménages en Russie. De Hongrie, qui est déjà dans la perspective de la transition politico-économique, Imre Gaida, de la Fondation Source de Vie pour la Défense des Jeunes, a exposé les données de la crise du logement: 15 000 expulsions en suspens (en grande partie en raison de lenteurs) qui ont reçu le feu vert le 1 avril 2006, date d'échéance de la trêve hivernale. Elle a souligné que la Campagne Expulsions Zéro, lancée en octobre 2005, est une importante opportunité de convergence qui peut encore se développer en posant le respect du droit au logement comme une des conditions pour l'adhésion complète de ce pays à l'Union Européenne.

Par ailleurs, comme l'a dénoncé Denis Uvier, de Solidarités Nouvelles, le processus de construction de l'UE coûte très cher aux habitants de Bruxelles, en termes d'augmentation des prix de l'immobilier et d'expulsions pour laisser place aux institutions, à la riche bureaucratie européenne et aux services qui s'y rattachent. Il s'agit d'une précarisation croissante du logement contre laquelle ils luttent, par des occupations et des projets d'auto-récupération, en cherchant aussi des alliances avec les autorités locales pour faire déclarer ces territoires "Zones de protection des locataires en difficulté". L'Union Européenne est ici encore accusée, car si elle n'a aucune compétence formelle en matière de logement, elle a en réalité un poids significatif dans la favorisation des processus de gentrification des centres-villes. Cette dénonciation vient de José Garcia Cebrian, représentant de la communauté de Séville, qui a montré comment le projet "Urban" avait contribué à l'expulsion des réfugiés de la guerre civile espagnole des corrales qu'ils avaient bâti dans le centre historique de la ville. Il est intéressant de noter le partenariat établi entre la Ligue des Locataires La Corriente, qui bloque les expulsions et occupe les logements vacants, et l'administration de gauche de Séville qui a institué un bureau contre le mobbing immobilier. Autre partenariat conflictuel sous les projecteurs, cette fois à Rome, avec l'intervention de Renato Rizzo, de l'Unione Inquilini. Ce rapport a récemment mené à l'approbation d'une délibération de programme pour la réalisation de dizaines de milliers de logements sociaux afin de concrétiser la déclaration de "ville sans expulsions" signée par la mairie avec la mission UN-AGFE en mars 2005. Cela n'empêche pas les luttes contre les privatisations du secteur public du logement et la résistance aux expulsions de continuer, ainsi que l'occupation des logements abandonnés et auto récupérés, comme dans le cas de la coopérative Vivere 2000.

L'intervention de la Grecque Eleni Portaliou, de Femmes pour une Autre Europe, a été plus politique, soulignant le rôle des gouvernements et des institutions internationales, notamment l'OTAN, dans la détermination de conflits de type différent, qui mènent à des guerres destructrices pour les villes et les communautés, comme en ex-Yougoslavie et en Irak, d'où la nécessité de bâtir des ponts interculturels et des journées de solidarité.

En bref, les interventions ont montré comment la variante européenne de la globalisation néo-libérale provoque des effets négatifs similaires sur les habitants des différentes villes. Parallèlement, les associations et les mouvements sociaux urbains réagissent sous des formes diverses, organisant la résistance, proposant des solutions autogérées ou en partenariat, démontrant la capacité de construire des alternatives durables, mais aussi l'impossibilité d'obtenir des résultats pérennes uniquement au niveau local ou national. Ainsi, la construction de l'Union Européenne ne peut être déléguée aux promoteurs de la directive Bolkenstein, qui attaque les services publics, y compris celui du logement, mais devrait être relancée sur la base de la participation de ses habitants, y compris les migrants, avec des politiques publiques capables de mettre en oeuvre les droits.

Pour ces raisons la proposition de l'AIH, présentée par Cesare Ottolini, de renforcer la construction d'un espace commun de solidarité internationale des mouvements sociaux urbains, qui est aujourd'hui cosignée par plus de 200 organisations dans plus de 35 pays différents, a été accueillie avec grand intérêt. Il s'agit d'une proposition à développer avec des dynamiques locales/nationales/internationales catalysées par des échéances communes. Parmi elles, les Journées Mondiales Expulsions Zéro d'octobre 2006, avec une référence particulière aux initiatives programmées le 2 octobre par l'AIH à Naples (Italie), où l'UN-Habitat célébrera officiellement la Journée Mondiale de l'Habitat, et l'Assemblée européenne des habitants, qui pourrait être organisée en 2007 ou 2008 à l'occasion du Forum Social Européen. Entre-temps seront organisées des initiatives pour constituer un système d'alerte internationale sur les violations du droit au logement, pour soutenir et développer les Campagnes Expulsions Zéro et une activité ponctuelle contre les privatisations et la libéralisation du secteur.

Avec ces prémisses, les réseaux internationaux pour le droit au logement et à la ville ont présenté successivement un Appel

à l'action, dans le cadre du calendrier des mobilisations décidées par l'assemblée des mouvements sociaux du FSE.

[Cliquez ici](#) pour connaître le programme du séminaire

[Cliquez ici](#) pour connaître l'Appel à l'action pour le droit au logement présenté à l'assemblée des mouvements sociaux du FSE ([Version allemande](#), [Version portugaise](#), [Version russe](#), [Version polonaise](#), [Version grecque](#)).

[Cliquez ici](#) pour connaître la proposition de construction de l'Espace commun des associations et des mouvements sociaux urbains

[Cliquez ici](#) pour connaître les Campagnes Expulsions Zéro

Alliance Internationale des Habitants, 2006



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>